

La voix de l'Opposition de gauche

Assemblée générale de l'ONU

26 septembre 2012

Hollande. La surenchère du Bonaparte en campagne.

Le président français François Hollande a appelé solennellement mardi à une action "urgente" de la communauté internationale pour tenter de dénouer les crises au Sahel et en Syrie, lors de sa première intervention à la tribune des Nations Unies.

"Nous avons le devoir d'agir, d'agir ensemble et d'agir vite, car il y a urgence" sur ces deux sujets, a-t-il lancé, appelant ses pairs à soutenir une résolution du Conseil de sécurité *"pour permettre au Mali de retrouver son intégrité territoriale"* tandis que l'ONU doit aussi, selon lui, *"protéger les zones libérées"* par la rébellion en Syrie.

"La première des urgences s'appelle la Syrie", a insisté le président français, en critiquant l'impuissance de la communauté internationale. *"Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que l'ONU réagisse ? Combien de morts faudra-t-il attendre, comment admettre plus longtemps la paralysie de l'ONU ?"*, a-t-il lancé.

La France s'engage à *"reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie libre, lorsqu'il sera formé"*, a répété le chef de l'Etat, avant de demander aux Nations Unies d'accorder *"dès maintenant au peuple syrien tout le soutien qu'il nous demande"* en protégeant *"les zones libérées"* et *"en assurant une aide humanitaire pour les réfugiés"*.

Le président français s'est cependant abstenu de préciser les contours pratiques d'une telle initiative.

"J'ai une certitude : le régime syrien ne retrouvera jamais sa place dans le concert des nations, il n'a pas d'avenir parmi nous", a dit le chef de l'Etat dans une allocution quelque peu éclipsée par le discours fleuve de Barack Obama.

Si la diplomatie française espère obtenir des avancées à New York pour permettre rapidement une intervention au Mali, Paris n'a guère d'espoir d'isoler le régime syrien qui bénéficie toujours du soutien de la Chine et de la Russie, deux membres permanents du Conseil de sécurité.

Le président français a fait part de sa frustration face à l'impuissance de la communauté internationale à résoudre le conflit.

"L'Onu est incapable d'empêcher la guerre, les exactions ou les atteintes aux droits des peuples", a déploré François Hollande, dont la politique étrangère est largement critiquée par l'opposition en France.

"Si nous voulons rendre le monde plus sûr, il nous appartient de prendre nos responsabilités", a-t-il ajouté.

Il a également fustigé l'ingérence "*inacceptable de l'Iran en Syrie*", lors d'une conférence de presse dans la foulée.

"Nous avons tous les éléments de preuve que l'Iran intervient par des moyens humains et matériels en Syrie et c'est inacceptable", a déclaré M. Hollande sans plus de précisions. (AFP 25.09)

Pas les Etats-Unis, Israël, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Turquie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, la Tunisie, la Libye, etc. Dans le site il y a des dizaines d'articles qui le prouvent.

Il faut bien qu'il mérite son qualificatif de réactionnaire, qu'il fait bien partie du club, vous en aviez douté, c'était une grave illusion.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius ! Pas touche à la Syrie, au Mali, au Liban et à l'Iran !

Obama. Le cynisme en prime.

Le président américain Barack Obama a affirmé pour sa part que le régime Assad devait "*prendre fin*", appelant à des sanctions en cas de poursuite de la répression. "*L'avenir ne doit pas appartenir à un dictateur qui massacre son peuple*", a-t-il lancé à la tribune de l'Assemblée générale, en présence de dizaines de chefs d'Etat.

Les Etats-Unis feront "*ce qu'ils doivent faire*" pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, a déclaré mardi Barack Obama à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le président américain a en outre exhorté son auditoire à dresser un front uni contre les récentes violences anti-américaines dans le monde musulman et à promouvoir la tolérance malgré la colère suscitée par le film islamophobe "*L'innocence des musulmans*".

Le président américain a jugé que la voie diplomatique n'était pas épuisée pour tenter d'apaiser les tensions liées au programme nucléaire iranien. Il a toutefois averti que "*le temps n'est pas illimité*".

Face aux pressions d'Israël en faveur d'un durcissement de sa position, Barack Obama a certes répété sa détermination à ne pas laisser l'Iran se doter d'un arsenal nucléaire que les Etats-Unis tenteraient ensuite d'endiguer. Il a toutefois refusé d'imposer à l'Iran une "*ligne rouge*" à ne pas franchir sous peine d'action militaire, ainsi que le réclame le chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu.

"Un Iran doté de l'arme nucléaire n'est pas une menace qui pourrait être endiguée. Il menacerait Israël d'une élimination, il menacerait la sécurité des pays du Golfe et la stabilité de l'économie mondiale", a dit le président américain avant d'indiquer : "*Les Etats-Unis feront ce qu'ils doivent faire pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire.*"

Benjamin Netanyahu laisse planer la menace d'un bombardement des installations nucléaires iraniennes, un projet que Barack Obama récuse à l'heure actuelle. De même, le chef du gouvernement israélien demande au président américain d'imposer un ultimatum à l'Iran, ce qu'il refuse.

Signe de ces tensions, Barack Obama a décidé de ne pas rencontrer Benjamin Netanyahu lorsque ce dernier viendra à New York cette semaine.

En allusion apparente à la crise autour du nucléaire iranien, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, a pour sa part déclaré mardi que *"toute attaque (d'un pays contre un autre) serait dévastatrice"*.

Lundi, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré qu'Israël n'avait *"aucune racine"* au Moyen-Orient et qu'il serait *"éliminé"*. Ces propos ont été jugés *"écoeurants"* par la Maison blanche.

Sans citer le président iranien, Barack Obama a déclaré mardi que la communauté internationale devait *"laisser de côté"* ceux qui nient l'extermination des juifs par les nazis ou prônent l'élimination d'Israël. (Reuters 25.09)

Jusqu'à présent les puissances occidentales justifiaient la possession de l'arme atomique en disant que c'était une arme de dissuasion qui empêcherait les guerres dans le futur, et voilà qu'elle serait une menace...

Qatar. La voix de la charia.

Le Qatar a appelé mardi devant l'Assemblée générale de l'ONU à une intervention militaire de pays arabes en Syrie.

Constatant que *"tous les moyens avaient été employés (...) en vain"*, l'émir du Qatar, Cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, a préconisé que *"les pays arabes eux-mêmes interviennent conformément à leurs devoirs national, humanitaire, politique et militaire et fassent ce qu'il faut pour mettre fin au bain de sang en Syrie"*.

Le Qatar, qui soutient l'opposition syrienne au président Bachar al-Assad, a fait référence à un *"précédent"*, l'intervention décidée par la Ligue arabe au Liban en 1976 pour tenter de mettre un terme à la guerre civile libanaise. Une force arabe de dissuasion de 30.000 hommes --composée majoritairement de troupes syriennes-- avait été envoyée au Liban en octobre 1976. (AFP 25.09)